

## L'Inde en Afrique : des échanges en hausse, mais un partenariat qui reste à écrire

30/07/2023

Confidentiel

---

### Résumé

*Soutien historique des luttes anticoloniales africaines et membre actif du Mouvement des non-alignés, l'Inde s'attelle à nouveau, depuis le début des années 2000, à développer ses relations avec le continent. New Dehli y déploie son influence diplomatique, économique, et de soft power pour sécuriser ses accès aux ressources minières et énergétiques, tout en développant des débouchés pour ses industries, sur fond de rivalité géopolitique avec la Chine. Elle s'appuie, pour cela, sur son statut de membre du Commonwealth, mais aussi sur les communautés indiennes installées de longue date sur le continent, notamment en Afrique de l'est.*

*A première vue, les résultats sont au rendez-vous : les échanges entre l'Afrique et l'Inde ont pour la première fois dépassé 100 milliards de dollars en 2022, et l'Inde est devenu le premier fournisseur du continent pour certains produits, tels que les médicaments ou les deux-roues.*

*Une étude plus approfondie permet toutefois de nuancer le constat : la hausse drastique des échanges est en très large part due à l'augmentation conjoncturelle des prix du pétrole brut, des carburants, ou du riz, liés notamment à la guerre en Ukraine. Autre facteur d'explication, lui aussi lié à ce conflit : le rôle de l'Inde dans la transformation et la réexportation du pétrole russe, sanctionné en Occident.*

*De même, les investissements indiens en direction du continent sont restés très majoritairement fléchés vers une poignée de pays, en particulier le Mozambique, et limités à l'extraction de pétrole, de charbon, et de minerais. Ces engagements ont été très largement portés par des groupes privés indiens, sans qu'une véritable stratégie à l'échelle du continent ne se dessine. Quant aux dizaines de milliards USD d'IDE dirigés vers Maurice, « porte d'entrée » du continent, ils ont en réalité longtemps masqué des schémas d'optimisation fiscale pour des capitaux indiens.*

*Malgré des efforts substantiels, l'Inde reste par ailleurs très loin derrière la Chine en matière d'aides financières accordées aux pays africains, avec environ 11 milliards USD prêtés via l'India EximBank, contre plus de 125 milliards USD déboursés par la Chine. De même, les efforts de New Dehli pour devenir un acteur central des restructurations de dette n'ont, pour l'instant, pas encore porté leurs fruits.*

*Sur le plan de la coopération sécuritaire, enfin, tout ou presque reste à construire au-delà de la côte est africaine, où l'Inde est déjà un partenaire majeur de certains États, en particulier Maurice.*

---

## 1. Une offensive diplomatique pour mieux resserrer les liens économiques

L'Inde a noué dès son indépendance des relations politiques fortes avec l'Afrique. Au nom de la coopération Sud-Sud, le continent a longtemps joué un rôle de premier plan dans la politique étrangère de New Delhi, qui a soutenu les mouvements anticoloniaux tout en collaborant avec les jeunes chancelleries africaines au sein du **Mouvement des non-alignés**. En revanche, le décollage des relations économiques de l'Inde avec le continent est bien plus récent : après un rapprochement initié dans les années 1990, celles-ci ont véritablement pris leur essor à partir de **2008 et le premier Sommet Inde-Afrique, à New Delhi**. Cet évènement semble avoir scellé le début de l'influence diplomatique et économique de l'Inde qui a dès lors multiplié les initiatives sur le continent, sur fond de présence croissante de son rival chinois. Deux autres Sommets ont été organisés en 2011 (à Addis Abeba) et 2015 (à New Delhi), tandis que **le nombre d'ambassades indiennes en Afrique est passé de 29 en 2018 à 47 en 2023**<sup>1</sup>. New Delhi s'intéresse également de près aux matières premières et hydrocarbures du continent, dont les marchés sont en outre convoités par les compagnies indiennes.

Plusieurs visites bilatérales de haut niveau ont été organisées au cours des dernières années. Le Premier ministre Narendra Modi a notamment effectué une tournée africaine en 2018 ; de passage à Kampala, il avait prononcé un discours retentissant devant le parlement ougandais, au cours duquel il **annonçait les contours de son offensive diplomatique et économique en Afrique**<sup>2</sup>. Se voulant le chantre du « Sud global », Modi prône un rapprochement politique avec les pays en développement, tout en pointant du doigt leur **fort niveau d'endettement** et leur **faible représentation au sein des institutions internationales** ; deux sujets que le Premier ministre indien ne manque pas de mobiliser au sein du G20, profitant du fait que New Delhi en assure actuellement la présidence (voir chapitre 5). L'Inde a ainsi formellement demandé **que l'Union africaine obtienne le statut de membre à part entière du groupe diplomatique**<sup>3</sup>.

### En Afrique de l'est et australe, une diaspora indienne influente et bien intégrée

Estimée à près de **3 millions de personnes**<sup>4</sup> sur l'ensemble du continent, la diaspora indienne est particulièrement bien implantée en Afrique de l'est et australe : 1,5 millions de personnes en Afrique du sud, plus de 850 000 à Maurice, mais aussi 100 000 au Kenya et autant en Tanzanie, 90 000 en Ouganda<sup>5</sup>... Les relations commerciales entre le sous-continent indien et la côte swahilie, dont les premières traces remontent au 7<sup>ème</sup> siècle<sup>6</sup>, se sont intensifiées dès le 15<sup>ème</sup> siècle grâce, notamment, au rôle moteur des marchands du Gujarat et du Sindh (actuel Pakistan). Plus tard, la colonisation britannique commune a accentué l'émigration indienne vers l'Afrique de l'est et australe pour travailler dans l'administration coloniale ou les compagnies de négoce, ou fuir les épisodes de famine ou de violence en Inde. Ces populations ont influencé en profondeur leurs sociétés d'accueil, et ont donné naissance à **d'importantes élites politiques et d'affaires**. Des chefs d'entreprise d'ascendance indienne tels que **Mohammed Dewji** (groupe MeTL, Tanzanie), **Vimal Shah** (Bidco Oils Refineries, Kenya), **Sudhir Ruparelia** (patron du holding éponyme en Ouganda) ou **Naushad Merali** (groupe Sameer, Kenya) ont tous figuré sur la liste des Africains les plus fortunés de Forbes. Et si ces grandes familles sont souvent implantées depuis plusieurs générations, **leur lien avec l'Inde reste fort**. Ils ont pu jouer un rôle moteur dans l'implantation de grands groupes indiens : MeTL est associé à **Bajaj** pour l'assemblage de motos en Tanzanie, Naushad Merali (décédé en 2021) a joué un rôle-clé dans l'implantation de l'opérateur télécom **Bharti Airtel** au Kenya... Des milliers d'entrepreneurs moins célèbres, mais tout aussi incontournables, sont actifs dans les principaux secteurs de l'économie, agissant comme d'efficaces promoteurs des produits *Made In India* mais favorisant aussi les exportations vers l'Inde, notamment de

<sup>1</sup> Source : Africa Intelligence, *Les missi dominici du premier ministre indien Narendra Modi sur le continent*, mai 2023

<sup>2</sup> Source : Ministère indien des Affaires étrangères, *Prime Minister's address at Parliament of Uganda during his State Visit to Uganda*, juillet 2018

<sup>3</sup> Source : Reuters, *India's Modi seeks African Union's full membership in G20*, juin 2023

<sup>4</sup> Source : Policy Center for the New South, *The Indian Diaspora in Africa: An Instrument of New Delhi's Soft Power in the Continent*, octobre 2021

<sup>5</sup> Source : Institute for International and Security Affairs, Christian Wagner, *India's Africa Policy*, Christian Wagner, juillet 2019

<sup>6</sup> Source : Jason D. Hawkes et Stephanie Wynne-Jones, *L'Inde en Afrique : marchandises du commerce et connexions à la fin du premier millénaire*, Afriques, 2015

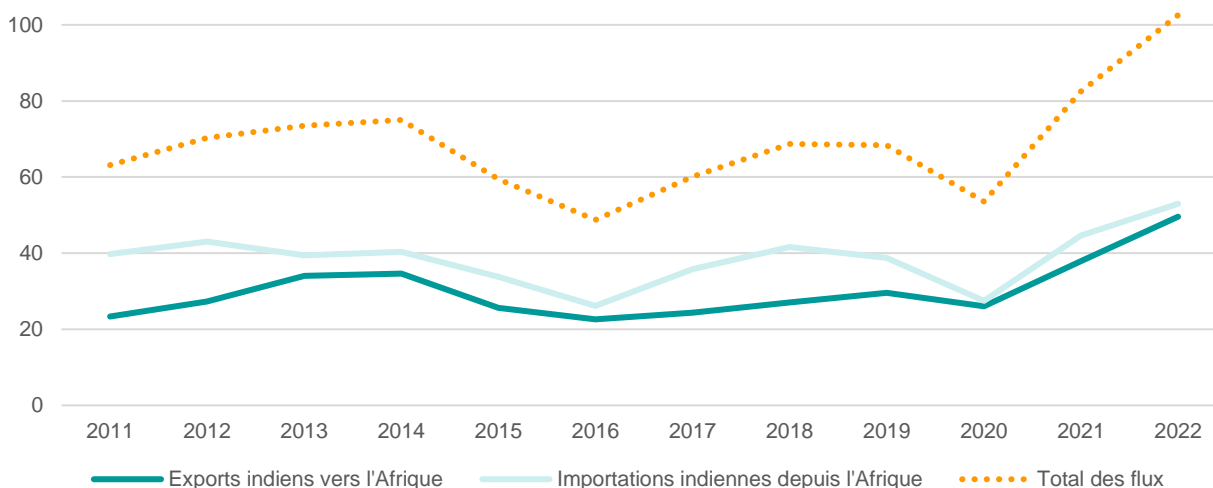
produits agricoles. D'autres, comme le milliardaire kényan **Narendra Raval**, n'hésitent à faire valoir leur proximité avec Narendra Modi<sup>7</sup>.

New Dehli a entamé au milieu des années 1990 un grand rapprochement avec ses communautés à l'étranger, qui s'est intensifié après l'arrivée au pouvoir du parti nationaliste hindou BJP, dont est issu Narendra Modi. Initialement tournée vers les Indiens des Etats-Unis et d'Europe, cette initiative s'est rapidement étendue à l'Afrique. La double nationalité restant interdite, **les autorités ont créé en 2006 un statut spécifique, l'Overseas Citizenship of India (OCI)**, une forme de citoyenneté limitée réservée aux personnes pouvant prouver une ascendance indienne (et à leurs conjoints). Narendra Modi a par ailleurs profité de ses voyages d'Etat en Afrique de l'est pour y rencontrer les communautés d'origine indienne : en Tanzanie et au Kenya en 2016, en Afrique du sud et en Ouganda en 2018, etc.

## 2. Echanges commerciaux : une hausse historique, mais en trompe l'œil

Les échanges entre l'Inde et l'Afrique ont dépassé pour la première fois **100 milliards USD en valeur en 2022**, presque également répartis entre les importations du pays (52,9 milliards \$) et ses exportations (49,5 milliards USD). Cette hausse rapide – de +24% sur un an –, sans précédent depuis au moins une décennie, est largement expliquée par une série d'éléments conjoncturels.

**Graphique 1 : évolution des flux commerciaux entre l'Inde et l'Afrique (en milliards USD, 2011-2022)**



Source : TradeMap

### 1.1. Les importations de pétrole augmentent en valeur, mais baissent en volume

Le principal facteur de l'accroissement rapide des importations indiennes depuis l'Afrique est **la hausse des coûts des produits pétroliers**, liée notamment à la reprise post-Covid-19 puis à la guerre en Ukraine. Le pétrole brut reste, de loin, le premier poste d'importations indiennes en provenance du continent africain. Sans retrouver les sommets de 2010-2014, lorsque le baril s'échangeait à plus de 100 dollars, les achats indiens de brut africains se sont établis à **17,6 milliards USD, près de deux fois plus qu'en 2020**. Les volumes sont pourtant en baisse : 23,8 millions de tonnes, contre 26,1 millions de tonnes en 2020 et 30,7 millions de tonnes en 2021. Cette chute devrait s'accroître en 2023 : n'ayant pas adopté les sanctions occidentales à l'encontre de Moscou, l'Inde importe des volumes records de **brut russe, qui a en grande partie remplacé le pétrole**

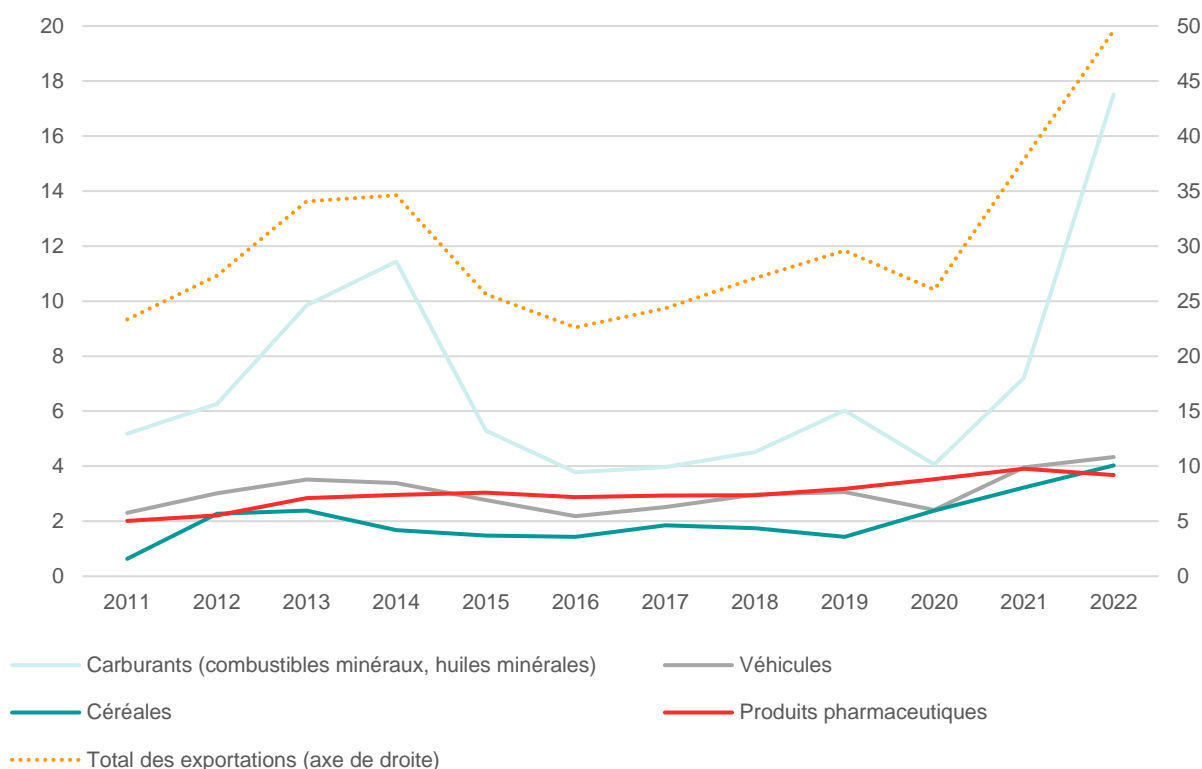
<sup>7</sup> Source : The Standars, *Kenyan billionaire with close ties to Indian PM Narendra Modi*, novembre 2016

d'origine africaine, qui ne représentait plus, en février 2023, que 3,6% des importations indiennes de brut<sup>8</sup>.

## 1.2. Carburants : l'Inde, nouvel acteur majeur du marché africain

Dans le sens inverse, la hausse des exportations de produits raffinés d'Inde vers l'Afrique a été encore plus soutenue, passant de 4 milliards USD en 2020 à 17,4 milliards USD en 2022. Là aussi, la croissance est principalement conjoncturelle, liée aux échanges énergétiques : les ventes de produits raffinés – essence et diesel essentiellement –, qui se sont établies à 17,5 milliards USD<sup>9</sup>, **ont quadruplé par rapport à 2020**, et plus que doublé par rapport à 2021. Cette évolution traduit des prix en hausse mais aussi des volumes en forte augmentation : l'Inde est devenue un très important raffineur du pétrole russe, exporté vers le monde entier sous forme de produits raffinés<sup>10</sup>. Cette tendance semble devoir s'accroître : entre avril 2022 et mars 2023 - l'année fiscale indienne – **les exportations de produits raffinés vers l'Afrique ont atteint 19 milliards USD, contre 8,62 milliards USD sur l'exercice précédent**<sup>11</sup>. Des acheteurs parfois anecdotiques sont devenus des importateurs majeurs de produits raffinés indiens, comme l'Égypte, le Nigeria, la Tanzanie, etc. D'importantes disparités existent toutefois entre les statistiques indiennes et celles de certains pays importateurs.

**Graphique 2 : principaux produits exportés vers l'Afrique (axe de gauche) par rapport au total des exportations (axe de droite) (en milliards USD, 2011-2022)**



## 1.3. Vers un coup d'arrêt des exports de riz

L'augmentation du prix des céréales à partir de 2021 a aussi fortement contribué à la croissance des exports indiens vers l'Afrique : ce poste représentait **4 milliards USD en 2022** (+50% par rapport à 2020), presque exclusivement du **riz (3,9 milliards USD)**. Ce phénomène est largement conjoncturel, lié à

<sup>8</sup> Source : The Economic Times, *Russia tightens grip on India's oil market in February ; Africa's share lowest*, mars 2023

<sup>9</sup> Source : TradeMap

<sup>10</sup> Source : The New York Times, *How India Profits From Its Neutrality in the Ukraine War*, juin 2023

<sup>11</sup> Source : *Statistiques commerciales du Ministère de l'industrie et du commerce indien*

l'appréciation des cours du riz à partir de 2021. Mais cette fois, la tendance risque de s'inverser : la décision de New Delhi mi-juillet d'interdire les exportations de riz (hors basmati) pour sécuriser son marché intérieur et limiter l'inflation alimentaire, pèsera durablement sur ses partenaires africains, en particulier le Bénin, le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou encore le Togo.

#### 1.4. Pharmacie, véhicules : le « Made in India » consolide sa progression

##### 1.4.1 Pharmaceutique : un leadership incontesté

Avec 3,7 milliards USD d'exportations vers l'Afrique en 2022, **les laboratoires pharmaceutiques indiens sont les premiers fournisseurs du continent**, loin devant la France, la Belgique et l'Allemagne. Cette catégorie a **régulièrement progressé depuis 2012**, lorsqu'elle représentait 2,21 milliards USD. L'accent mis par l'industrie pharmaceutique indienne sur la production de médicaments génériques performants et abordables lui a permis de développer rapidement ses ventes en Afrique. Et ses principaux acteurs (Sun Pharma, Dr Reddy's, Cipla, Torrent Pharmaceuticals, Zydus, Alkem...) ont développé de très denses réseaux de distribution, et parfois de fabrication locale, sur le continent, souvent à partir de l'Afrique du sud. **Le savoir-faire indien en matière de vaccins lui a aussi permis de s'imposer sur le marché africain**. L'établissement public Serum Institute of India (SII), premier fabricant au monde de vaccins, a dévoilé en août 2022 un accord de production avec le sud-africain Aspen<sup>12</sup>. Et après des débuts laborieux<sup>13</sup>, il s'est imposé comme l'un des **principaux fournisseurs de vaccins contre le Covid-19** sur le continent, distribuant plus d'1,5 milliards de doses dans plus de 40 pays. Le laboratoire Bharat Biotech devrait quant à lui participer à la fabrication et à la distribution en Afrique du **premier vaccin contre le paludisme**, le RTS,S/AS01, développé par GlaxoSmithKline et dont 18 millions de doses seront inoculées dans 9 pays d'Afrique de l'ouest et centrale dans les deux prochaines années. Le SII espère quant à lui fabriquer autre vaccin antipaludique, le R21, développé par l'Université d'Oxford et qui attend d'être pré-approuvé par l'Organisation mondiale de la santé<sup>14</sup>

##### 1.4.2 Véhicules et deux-roues : l'Inde bientôt rivale de la Chine ?

Plus discrètement, l'Inde s'est aussi érigé, depuis 2021, au rang de second fournisseur de véhicules de l'Afrique, devançant le Japon, l'Allemagne, les Etats-Unis et la France, mais restant encore loin derrière la Chine : 4,6 milliards USD de ventes en 2022, contre 8,75 milliards USD pour son rival asiatique. De **Mahindra à Tata, les grands constructeurs automobiles indiens se sont taillés de solides marchés, notamment en Afrique du sud. Mais c'est le marché africain des deux-roues qui s'est avéré le plus porteur pour l'Inde ces dernières années : ses exportations y ont triplé entre 2017 et 2021, pour atteindre 1 milliard USD**, soit près du tiers du marché total. Dans plusieurs marchés, les motos et scooters de **Bajaj, TVS, Hero** ou d'autres fabricants indiens, ont dépassé en popularité ceux de leurs rivaux chinois, et largement adoptés par les consommateurs locaux, notamment les conducteurs de moto-taxis. Les constructeurs indiens ont multiplié les implantations d'usines d'assemblage, en particulier dans les pays du Commonwealth : Kenya, Tanzanie, Ouganda, Nigeria... Et ces acteurs historiques pourraient bientôt être rejoints par des spécialistes des deux-roues électriques, tels que **Kridn, One Electric** ou **Spiro** (basé à Cotonou mais qui a ses racines en Inde), qui ciblent le marché africain. Ils seront toutefois confrontés à une forte concurrence chinoise sur ce marché naissant.

### 3. Investissements : un double ancrage géographique et sectoriel

#### 3.1. Une hausse des investissements à relativiser

Tout comme pour les échanges commerciaux, l'Inde a renforcé ses investissements en Afrique au cours des dernières décennies. D'après Piyush Goyal, le ministre indien du Commerce et de l'Industrie, New Delhi serait

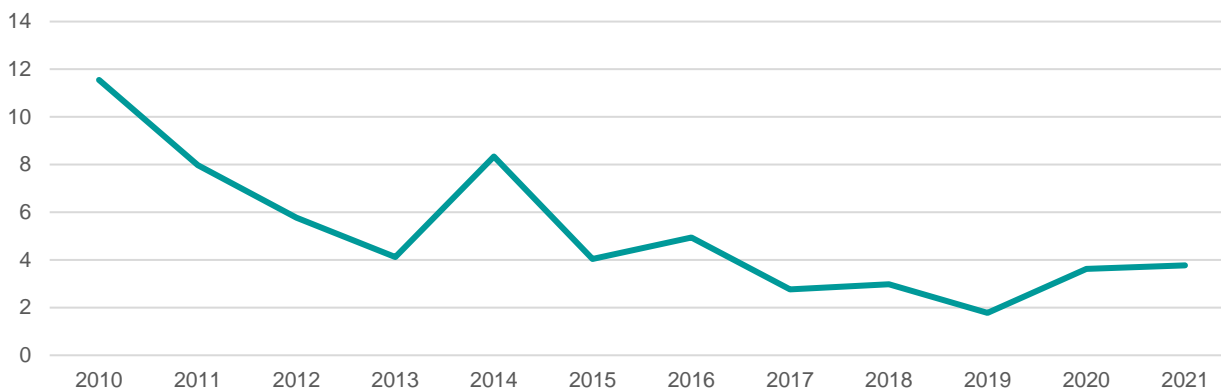
<sup>12</sup> Source : Reuters, *S.Africa's Aspen, India's Serum Institute sign vaccines deal for Africa*, août 2022

<sup>13</sup> Source : Al Jazeera, *India's Serum Institute let Africa Down on vaccines: Africa CDC*, décembre 2021

<sup>14</sup> Source : The Guardian, *'Safe and effective': first malaria vaccine to be rolled out in 12 African countries*, juillet 2023

aujourd'hui le **cinquième investisseur sur le continent**<sup>15</sup>. Sur la période courant d'avril 1996 à mars 2022, l'ensemble des investissements indiens en Afrique aurait représenté un total de **73,9 milliards USD**<sup>16</sup>. En 2021, ils atteignaient **3,77 milliards USD**, soit près de **15,6%** de l'ensemble des IDE indiens<sup>17</sup>. Bien qu'exponentielle depuis les années 1990, leur évolution n'est néanmoins pas linéaire, avec deux pics en **2010** (11,5 milliards USD) et **2014** (8,3 milliards USD).

**Graphique 3 : évolution des IDE indiens vers l'Afrique (en milliards USD) (2010-2021)**



Source : Trademap

La hausse de 2014 s'explique par l'acquisition d'une participation dans un champ gazier du nord du Mozambique par les compagnies indiennes **OVL** et **OIL** (voir plus bas), pour une valeur de 2,5 milliards USD – soit 31,7% des IDE en Afrique cette année-là.

Mais la mesure des IDE indiens vers l'Afrique est largement faussée par le cas spécifique de Maurice, qui en a accueilli la grande majorité, pour des raisons essentiellement fiscales (voir encadré). **Hors Maurice, le montant total des IDE indiens vers l'Afrique apparaît donc beaucoup plus faible** : 2,39 milliards USD en 2021 (au lieu de 3,77 milliards), 0,2 milliards en 2018 (au lieu de 2,97 milliards), ou 0,23 milliards en 2016 (au lieu de 4,94 milliards).

#### L'île Maurice, une place offshore qui fausse les statistiques

Maurice est la **première destination des IDE de l'Inde vers l'Afrique**, représentant 87% de ses investissements sur le continent entre 2010 et 2021 ; au cours de cette période, les flux de New Delhi à Port-Louis ont représenté 54 milliards USD. L'île compte également pour près de 17% des investissements indiens à l'échelle globale. Mais dans le même temps, **Maurice est également l'une des premières sources d'IDE vers l'Inde** (23,9% des IDE entre 2010 et 2021<sup>18</sup>), avec les Etats-Unis et Singapour, et de loin **le premier investisseur africain sur le sol indien**. Les entreprises étrangères souhaitant investir en Inde transitent pour la plupart par Maurice : **plus de 90% des IDE mauriciens en Inde proviennent en fait d'Etats tiers**<sup>19</sup>.

L'explication de cette singulière omniprésence de Maurice, petite île d'à peine 1,3 millions d'habitants, dans les flux d'IDE vers New Delhi, est à chercher dans **l'avantageuse législation fiscale de Maurice, dotée d'un faible taux d'imposition. L'accord de prévention de la double imposition (DTAA)**, signé entre l'Inde et Maurice en 1982, prévoyait en outre des avantages fiscaux préférentiels, comme **l'exonération de l'imposition des plus-values**. Autant d'éléments qui ont renforcé le statut de plateforme d'investissements

<sup>15</sup> Source : Outlook India, *India-Africa Trade Needs To Realise Its Full Potential*, Says Union Minister Piyush Goyal, juin 2023

<sup>16</sup> Source : EximBank of India, *Building a Resilient Africa: Enhanced Role of India*, mars 2022

<sup>17</sup> Source : TradeMap

<sup>18</sup> Source : TradeMap

<sup>19</sup> Source : Center for Budget and Governance Accountability, *Who has been investing in India through Mauritius ?*, juin 2018

de l'île aux yeux de New Delhi ; un statut qui pourrait s'apparenter à celui d'un paradis fiscal, et qui explique que certains flux « d'IDE » en provenance d'Inde y soient aussitôt réacheminés.

Cette réalité est à nuancer : **Maurice joue par ailleurs un rôle de porte d'entrée des IDE indiens vers d'autres pays africains.** Nombre de grands groupes indiens y ont en effet établi des filiales, ou des véhicules d'investissement pour les besoins d'opérations spécifiques. C'est ainsi par le biais de l'île que le géant de l'acier JSW détient ses intérêts au Mozambique, ou que Jindal Steel a fait l'acquisition de blocs miniers en Namibie. **Bien qu'il soit impossible d'évaluer précisément ces flux, ils seraient bien plus importants que ne le montrent les statistiques officielles.**

Une certaine décline des IDE indiens vers Maurice peut toutefois être observée depuis 2016. C'est cette année que fut introduite **la modification de l'accord indo-mauricien sur la double imposition, avec une suppression progressive des avantages fiscaux préférentiels sur les plus-values** (partielle à compter de l'année fiscale 2017, la suppression a été totale à partir de 2019)<sup>20</sup>. De quoi décourager les investisseurs indiens à continuer à tirer parti de ce centre financier offshore, du moins pour leurs opérations en Inde.

### 3.2. Mines et énergies au cœur de la stratégie indienne

En excluant Maurice, **les IDE indiens se concentrent principalement vers les Etats d'Afrique de l'Est** et, de manière plus marginale, vers l'Afrique du Nord. Aussi, si le **Mozambique** (première destination des IDE indiens hors Maurice), **l'Afrique du Sud** ou la **Zambie** constituent des destinations privilégiées, les investisseurs indiens se tournent également vers **l'Egypte** et le **Maroc**.

Outre cet **ancrage régional** sur l'Est, **l'ancrage sectoriel** des IDE indiens peut aussi être souligné. Malgré des investissements dans les technologies de l'information et de la communication, les infrastructures, l'hôtellerie ou l'industrie manufacturière (entreprises automobiles, pharmaceutiques), la plupart des IDE se concentrent dans **les secteurs des mines (fer et bauxite) et de l'énergie (charbon, pétrole, gaz)**.

Traditionnellement proche du **Mozambique**, l'Inde a renforcé ses relations économiques avec Maputo suite à la découverte en 2010 d'abondantes ressources en gaz dans la province du Cabo Delgado. Dans le cadre du mégachantier **Mozambique LNG** opéré par le français TotalEnergies, les groupes indiens détiennent **30%** du bloc 1 du champ gazier de Rovuma ; **ONGC Videsh Ltd (OVL)** et **Oil India Ltd (OIL)** ont fait l'acquisition de 20% du projet en 2014<sup>21</sup>, tandis que **Bharat Petroleum (BPCL)** en détenait déjà 10%<sup>22</sup>. Malgré les incertitudes sécuritaires, BPCL a également signé en 2020 un contrat d'approvisionnement **d'un million de tonnes de GNL par an** (la capacité totale de production de Mozambique LNG est de 13 millions de tonnes par an), pour une durée de 15 ans<sup>23</sup>. L'industrie de l'extraction du charbon n'échappe pas à l'offensive indienne dans le pays : en 2014, le groupe **Tata Steel** et le consortium **ICVL** (International Coal Ventures Private Limited) ont fait l'acquisition de la mine de Benga, auparavant détenue par l'australien Rio Tinto<sup>24</sup>. Le géant minier **Jindal Steel & Power (JSPL)**, qui exploite déjà une installation à Chirodzi, a racheté en 2021 la gigantesque **mine de charbon de Moatize** au brésilien Vale<sup>25</sup>, ainsi que la très stratégique voie ferrée la reliant au port de Nacala, et qui traverse également le Malawi. D'autres firmes indiennes évoluent également dans ce domaine, à l'image d'**Essar**, de **Midwest Africa** ou de **Sunflag Group**. Pour certains, les succès sont moindres : établie au Mozambique en 2009 par l'entremèse de sa filiale CIAL, **Coal India (CIL)** n'a trouvé aucune réserve commercialement viable dans les blocs de charbon lui ayant été attribués<sup>26</sup>. Dans le secteur des pierres précieuses, enfin, la société **Gemrock** (filiale de DiaColor International DMCC) exploite une mine de rubis dans le Cabo Delgado – mine qui aurait par ailleurs fait l'objet d'une attaque djihadiste à l'automne 2022<sup>27</sup>.

<sup>20</sup> Source : The Hindustan Times, *India, Mauritius to amend tax treaty*, mai 2016

<sup>21</sup> Source : Business Today, *OVL-OIL complete acquisition of Videocon stake in Mozambique gas field*, janvier 2024

<sup>22</sup> Source : Africa Intelligence, *Tout-puissants au pays de Nyusi, les indiens ONGC, Bharat et Oil India snobés par le reste du continent*, octobre 2020

<sup>23</sup> Source : Agence Ecofin, *Bharat Petroleum signe un contrat d'approvisionnement sur 15 ans avec Mozambique LNG*, septembre 2020

<sup>24</sup> Source : Mining Technology, *India's ICVL plans to boost production at Benga mine in Mozambique*, juillet 2015

<sup>25</sup> Source : Africa Intelligence, *Charbon de Moatize : après le départ de Vale, Jindal se lance dans la chasse aux coûts*, février 2023

<sup>26</sup> Source : The Economic Times, *Coal India Limited seeks alternative coal blocks from Mozambique government*, septembre 2016

<sup>27</sup> Source : Al-Arabiya, *Gemfields halts Mozambique operations after militant attack at nearby ruby mine*, octobre 2022

Au-delà du Mozambique, **Jindal** est présent en **Afrique du Sud** depuis 2009 (mine de charbon de Kiepersol) et au **Botswana** depuis 2022 (projet de centrale à charbon de 600 MW<sup>28</sup>). La société ambitionne également d'ouvrir une mine de fer à Khomas, en **Namibie**. La compagnie **Vedanta**, qui détenait une production de cuivre en **Zambie**, exploite des mines de zinc en **Afrique du Sud**. Avant de plier bagage ou céder ses actifs, **Tata Steel** a en outre exploité des mines en **Afrique du Sud**<sup>29</sup> et en **Côte d'Ivoire**<sup>30</sup>. Enfin, les sociétés **OVL** et **Gujarat State Petroleum Corporation (GSPC)** sont présentes en **Egypte**<sup>31</sup>. Tirant partie du fort potentiel de production du Caire, les sociétés indiennes investissent aussi le marché naissant de l'hydrogène vert : **ReNew Power**, **ACME Group** et un consortium dirigé par **Ocior Energy** ont récemment signé des protocoles d'accord pour la mise en place d'usines de production dans le pays<sup>32</sup>.

Bien que tourné vers l'Est, **New Delhi scrute de près le potentiel économique de l'Afrique de l'Ouest et y multiplie les investissements**. Les Etats de la CEDEAO, longtemps délaissés par les sociétés indiennes bien que riches en ressources énergétiques et minières, suscitent désormais leur intérêt croissant. Tant **ArcelorMittal**<sup>33</sup> que **Vedanta**<sup>34</sup> disposent ainsi de mines de fer au **Liberia**. Les groupes indiens se positionnent aussi en Guinée : alors que **Ashapura Minechem** exploite déjà plusieurs gisements de fer et de bauxite<sup>35</sup>, **Jindal** semble vouloir tirer profit de l'alternance politique en cours depuis 2021 pour avancer dans le pays. Intéressé par les ressources minières de Conakry et désireux de se rapprocher de Mamadi Doumbouya, la société dirigée par Naveen Jindal aurait ainsi mis un avion *Embraer* à la disposition du président guinéen à la fin de l'année 2022<sup>36</sup>...

## 4. L'EximBank, fer de lance du soutien financier à l'Afrique

L'appui financier indien à ses partenaires africains passe en quasi-totalité par l'Export-Import Bank of India (India EximBank). Depuis 2003, l'institution a accordé pas moins de 180 lignes de crédits (LOCs) à plus de 40 pays d'Afrique, pour un **montant total de plus de 11 milliards USD**<sup>37</sup>, soit plus du tiers du total<sup>38</sup>. Ces **prêts concessionnels** ont été engagés dans les projets les plus divers – et réalisés partiellement ou entièrement par des entreprises indiennes : construction d'infrastructures énergétiques ou hydrauliques, achats de matériels ferroviaires ou d'autobus, projets industriels ou agricoles, grands projets d'immobilier social, etc. L'India EximBank a même approuvé en 2021 le financement, à hauteur de 108 millions USD, de la construction du nouveau siège du parlement d'Eswatini, laquelle n'a pas encore commencé.

**Cette diversité se retrouve aussi sur le plan géographique**. Si les trois principaux pays bénéficiaires – Tanzanie, Maurice et Mozambique – se trouvent dans la sphère d'influence historique de l'Inde, **l'EximBank est aussi massivement engagée dans des pays où le pays a peu d'intérêts directs**, comme le Soudan, la RDC – où elle a financé la construction de barrages hydroélectriques par des entreprises indiennes – ou l'Ethiopie. De même, plusieurs pays d'Afrique de l'ouest ont bénéficié de plusieurs centaines de millions de dollars d'engagements. Initialement, l'EximBank répondait à un objectif de renforcement des relations diplomatiques avec cette région riche en ressources minières et énergétiques : l'Inde avait lancé en 2004 l'initiative « TEAM-9 » (Techno-Economic Approach for Africa-India Movement) avec le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée équatoriale, le Ghana, le Tchad, la Guinée-Bissau, le Mali et le Sénégal. Mais les financements de l'EximBank au profit de ces pays se sont taris depuis 2019, **à l'exception de la Guinée, qui accueille plusieurs investissements majeurs d'entreprises minières indiennes** (voir chapitre 3).

<sup>28</sup> Source : Business Recorder, *Botswana doubles planned capacity of power plant to be built by India's Jindal*, juillet 2023

<sup>29</sup> Source : The Economic Times, *Tata Steel to sell off stake in South Africa iron ore mine to Swiss firm*, octobre 2018

<sup>30</sup> Source : Jeune Afrique, *Côte d'Ivoire : Tata Steel plie bagage*, août 2015

<sup>31</sup> Source : The Economic Times, *Egyptian President's Republic Day visit to reinforce age-old ties with India*, janvier 2023

<sup>32</sup> Source : Africa Intelligence, *L'hydrogène vert et l'armement au menu de la visite d'al-Sissi en Inde*, janvier 2023

<sup>33</sup> Source : Africa Intelligence, *George Weah déterminé à briser le monopole d'ArcelorMittal sur le rail*, juillet 2022

<sup>34</sup> Source : Business Standard, *Vedanta starts iron ore mining in Liberia via subsidiary*, juin 2022

<sup>35</sup> Source : Africa Intelligence, *Les groupes indiens avancent dans la bauxite*, juillet 2022

<sup>36</sup> Source : Africa Intelligence, *Qui se cache derrière le nouveau jet présidentiel de Doumbouya ?*, janvier 2023

<sup>37</sup> Source : EximBank of India, *Government of India – Lines of Credit Statistics*

<sup>38</sup> Source : Ministère indien des affaires étrangères, *Lines of Credit for Development Projects*



L'efficacité de ces prêts fait débat : les projets engagés souffriraient d'un manque de suivi<sup>39</sup>, et nombre d'entre eux ont été progressivement abandonnés ou retardés, comme celui du barrage de Katende en RDC, en déshérence depuis 2014 et qui a fait l'objet d'une nouvelle ligne de crédit de 180 millions USD, accordée en juin dernier pour relancer les travaux<sup>40</sup>.

Au-delà des LOCs, l'EximBank a déployé des mécanismes plus commerciaux, notamment les crédits-acheteur (Buyer's Credit), destinés à couvrir les opérations d'exportation vers le continent. Selon son dernier rapport annuel (2021-2022), **leur total agrégé s'élevait à 3,01 milliards USD, en très grande majorité destiné à des opérations en Afrique** : projets hydrauliques au Cameroun et en Ouganda ; installation d'une unité de stockage de GPL au port de Beira au Mozambique ; ligne ferroviaire au Ghana ; ventes de véhicules et de pièces détachées ; etc.

D'autres grandes banques publiques indiennes, à l'instar de **Baroda** ou de la **State Bank of India**, proposent aussi des financements concessionnels ou commerciaux aux entreprises indiennes opérant à l'étranger<sup>41</sup>. Mais les montants de leurs engagements en Afrique sont inconnus et resteraient très inférieurs à ceux de l'EximBank. Baroda dispose toutefois d'un solide maillage commercial sur le continent, avec des bureaux en Ouganda, au Kenya, au Botswana, en Tanzanie, en Afrique du sud, à Maurice et aux Seychelles.

L'EximBank agit aussi comme un « animateur » de l'effort commercial et industriel en direction de l'Afrique : **elle organise chaque année « l'Africa Conclave »** en partenariat avec la Confederation of Indian Industry (CII), qui facilite les rencontres entre officiels africains et chefs d'entreprises indiens. Une autre rencontre annuelle réunit depuis 2013 l'EximBank, la **Banque africaine de développement (BAD)** et des représentants des grands groupes indiens. La dernière édition, en mai 2023, était dédiée aux financements climatiques et à la croissance verte<sup>42</sup>.

## 5. Restructurations de dette : un acteur important

Malgré ses efforts, les engagements de l'Inde en Afrique restent loin derrière ceux de la Chine, son grand rival diplomatique sur le continent. **Les 11 milliards USD mobilisés par l'EximBank indienne doivent être comparés aux plus de 125 milliards USD déboursés par son homologue chinoise et par la China Development Bank** entre 2000 et 2020<sup>43</sup>, une somme qui ne compte pas les autres modes de financement, concessionnels ou non, employés par Pékin et les entreprises chinoises.

L'Inde n'en détient pas moins une proportion importante – **plus de 10%** – **de la dette bilatérale d'une douzaine de pays africains**, cette part atteignant même 28% dans le cas du Malawi et du Burundi (voir tableau).

**Graphique 4 : part de la dette indienne auprès des ses principaux pays créanciers en Afrique (USD)**

Pays	Total de la dette	Dette bilatérale	Dette vis-à-vis de l'Inde		
			En USD	En % de la dette totale	En % de la dette bilatérale
Malawi	2 366 423 458	444 289 870	125 181 000	5.29%	28%
Burundi	566 205 358	186 162 131	52 195 000	9.22%	28%
Gambie	808 269 111	282 604 776	59 259 000	7.33%	21%
Guinée-Bissau	949 614 785	117 603 700	24 466 000	2.58%	21%
République centrafricaine	434 889 481	231 249 822	45 410 000	10.44%	20%

<sup>39</sup> Source : India UK Development Partnership Forum, *Unpacking India's Global Development Financing: Lines of Credit and Beyond*, septembre 2021

<sup>40</sup> Source : Agence d'information d'Afrique centrale, *Infrastructures : la construction de la centrale hydroélectrique de Katende entravée*, mai 2024

<sup>41</sup> Source : African Arguments, *India in Africa: The Changing Face of South-South Cooperation*, novembre 2022

<sup>42</sup> Source : AFDB, Annual Meetings, *Africa-India Partnership Day*, India EXIM Bank, mai 2023

<sup>43</sup> Source : Boston University Global Development Policy Center, *Chinese Loans to Africa Database*

<b>Maurice</b>	2 322 305 937	1 306 768 539	243 061 000	10.47%	19%
<b>Comores</b>	272 680 821	182 449 733	26 761 000	9.81%	15%
<b>Ghana</b>	27 369 785 755	3 233 494 190	443 339 000	1.62%	14%
<b>Tanzanie</b>	18 916 788 580	4 021 745 155	461 907 338	2.44%	11%
<b>Sierra Leone</b>	1 312 753 537	252 198 877	27 918 000	2.13%	11%
<b>Niger</b>	4 253 223 171	720 755 441	71 658 000	1.68%	10%
<b>Erythrée</b>	663 323 139	65 748 138	6 528 000	0.98%	10%

Source : International Debt Statistics, via One.org

Cette situation a fait de l'Inde un interlocuteur incontournable dans les négociations de restructuration de dette de certains de ces pays. Plus largement, New Delhi espère d'ailleurs peser sur les débats sur la gestion de la dette des Etats les plus pauvres, notamment grâce à la **présidence du G20, qu'elle assure depuis le 1<sup>er</sup> décembre dernier et jusqu'à fin novembre 2023**. Ce forum joue un rôle important dans ces discussions depuis l'**Initiative de suspension du service de la dette** (Debt Service Suspension Initiative) en mai 2020, puis du **Cadre commun de traitement de la dette** (Common Framework for Debt Treatment, CF) en novembre de la même année, pour gérer les situations critiques nées de l'épidémie de Covid-19. Mais malgré ses efforts<sup>44</sup>, **l'Inde peine à jouer un rôle moteur sur le dossier de la dette**. Outre les difficultés qu'ont les membres du G20 à s'accorder sur les règles du CF, l'Inde ne détient qu'une petite part de la dette totale des trois premiers pays ayant demandé à bénéficier d'un traitement de leur dette dans ce cadre : 2,34% pour la Zambie, 1,45% pour le Tchad et 1,35% pour l'Ethiopie. Le cas du Ghana, qui a demandé à bénéficier du CF en janvier, sera suivi de beaucoup plus près par l'Inde, qui détient 14% de la dette bilatérale du pays (443 millions USD).

## 6. Au nom de la coopération Sud-Sud, New Delhi affute son *soft power*

L'Inde utilise également ses **ressorts culturels, scientifiques et éducatifs pour renforcer son influence en Afrique**. Tandis que son industrie culturelle est en plein développement, le pays exporte son savoir-faire en **multipliant les investissements et les coopérations dans les domaines de la culture, de la santé, de l'éducation ou encore de l'innovation scientifique**.

Le *soft power* indien passe avant tout par le domaine de l'éducation. L'Inde accueille de nombreux étudiants africains : **environ 25 000 en 2019**<sup>45</sup>, pour la plupart originaires du Soudan, du Nigeria et de Tanzanie<sup>46</sup>. A l'occasion du troisième sommet Inde-Afrique, en 2015, New Delhi avait fait part de sa volonté d'accorder 50 000 bourses universitaires aux étudiants du continent africain<sup>47</sup>. Les universités indiennes - en particulier les prestigieux Instituts Indiens de Technologie (IIT) - suscitent par ailleurs l'intérêt des chancelleries africaines, **qui incitent New Delhi à développer des campus dans leurs pays** en proposant notamment de fournir les infrastructures nécessaires. La Commission indienne des subventions aux universités, qui voit d'un bon œil l'exportation du modèle universitaire indien, encourage donc les institutions à s'implanter sur le continent africain<sup>48</sup>. La nouvelle politique nationale d'éducation du pays (NEP), adoptée en 2020, recommande elle aussi vivement **l'internationalisation de l'enseignement indien**<sup>49</sup>. Sous la tutelle de l'Institut de Madras (situé à Chennai), **le premier campus d'un IIT indien en Afrique devrait être installé à Zanzibar, en Tanzanie**, et dispenser ses premiers cours dès octobre 2023, suivant un protocole d'accord signé entre les autorités indienne et tanzanienne début juillet 2023<sup>50</sup>. Plus tôt dans l'année, l'Université nationale des sciences

<sup>44</sup> Source : Reuters, *Debt restructuring talks at G20 meet hurt by differences, low attendance*, juillet 2023

<sup>45</sup> Source : Ministère indien du Commerce et de l'Industrie, CII, *India-Africa Higher Education and Skill Development Summit*, New Delhi, août 2019

<sup>46</sup> Source : The Pie News, *Indian unis plan for African branch campuses*, avril 2023

<sup>47</sup> Source : The Indian Express, *India, Africa, a new story*, novembre 2015

<sup>48</sup> Source : The Times of India, *Indian universities eyeing African and Gulf nations. Thailand, Vietnam to set up offshore campuses: UGC chief*, mars 2023

<sup>49</sup> Source : National Education Policy 2020, 2020

<sup>50</sup> Source : Mint, *Diplomatic coup: India to open first foreign IIT campus in Tanzania*, juillet 2023

médico-légales (NFSU) ouvrirait un campus en **Ouganda**<sup>51</sup>. L'Inde ambitionne de poursuivre son influence universitaire sur le continent : fruit d'un partenariat entre Windhoek et New Delhi, un nouveau centre universitaire indo-namibien (INCEIT) devrait ouvrir ses portes dans la capitale namibienne à la fin du mois de juillet 2023<sup>52</sup>.

Si l'ouverture de campus est récente, le rôle de l'Inde dans le segment de l'éducation en Afrique passe aussi par d'autres vecteurs. Le continent africain est le **premier bénéficiaire** du **Programme ITEC** (Programme indien de coopération technique et économique), financé par le ministère des affaires extérieures, qui propose des formations techniques centrées sur les besoins des pays bénéficiaires. Aussi, dans le cadre de ces formations, l'Inde a institué en 2012 un **programme d'assistance technique pour le coton (C-TAP)** pour le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad et le Mali visant à renforcer la chaîne de valeur du coton en Afrique<sup>53</sup>. Fort du succès de l'ITEC, New Delhi a introduit en 2019 des formations e-ITEC en ligne, lesquelles couvrent de nombreux secteurs. New Delhi a également lancé sur le continent des projets dérivés de l'ITEC, comme le **Programme d'assistance technique programme d'assistance du Commonwealth à l'Afrique (SCAAP)** ou l'ambitieux **projet de réseau électronique panafricain (Pan-African e-network project, PANEP)**.

#### **Avec le PANEP, New Delhi exporte son savoir-faire en ligne**

Fleur de la coopération entre New Delhi et le continent africain, le PANEP (*Pan-African e-network project*) est un **réseau de services en ligne** qui vise à **connecter l'Inde aux 55 Etats de l'Union africaine**. Son objectif est de **permettre aux pays africains de bénéficier du savoir-faire indien dans divers domaines tels que les consultations en télé-médecine ou les formations en télé-enseignement**.

Concrètement, depuis le lancement officiel du PANEP en 2009, un certain nombre d'universités et d'hôpitaux indiens ont été choisis pour dispenser des **enseignements et des consultations médicales en ligne**. Sur le continent africain, plusieurs centres médicaux et universitaires ont été sélectionnés afin de faire office d'interfaces pour assurer les formations et les téléconsultations, en lien avec les établissements indiens. Au total, **47 Etats auraient déjà été mis en réseau et reliés par fibre optique**, bénéficiant ainsi des services proposés par New Delhi.

D'un coût total de **125 millions USD**, pris en charge par le gouvernement indien sous forme de subvention, le programme est piloté par la **Telecommunications Consultants India Limited (TCIL)**, qui assure l'exploitation et de la maintenance du projet<sup>54</sup>. New Delhi s'est engagé à fournir et installer les équipements nécessaires auprès de ses partenaires, tout en assurant leur fonctionnement<sup>55</sup>. Pour assurer la liaison entre l'Inde et l'Afrique, le PANEP s'appuie sur un **important réseau satellitaire et à fibre optique**, via des **satellites géostationnaires** indiens. La *landing station* du continent est située à Dakar, au Sénégal. Connectée aux universités et hôpitaux africains membres du programme par le biais d'une *leased line* (IPLC) privée, elle est également directement reliée à la *landing station* indienne, située à New Delhi, par l'intermédiaire de **câbles sous-marins**.

Considéré comme le plus grand projet d'ICT du continent, le PANEP a permis à New Delhi d'asseoir son influence en Afrique en y exportant ses compétences, **notamment grâce à la télé-médecine**, tout en **renforçant la connectivité numérique** du continent. Fort du succès de la première phase du PANEP, New Delhi l'a complété en 2019 par le lancement d'une seconde initiative, l'**e-VBAB**<sup>56</sup>.

Le **domaine de la santé** est également au cœur de la coopération indo-africaine. En témoignent notamment les exportations indiennes de produits pharmaceutiques (voir chapitre 2) et la télé-médecine (voir supra). Le sujet était également au cœur des discussions du troisième sommet Inde-Afrique, en 2015 ; à cette occasion,

<sup>51</sup> Source : The Indian Express, *NFSU's Uganda campus inaugurated, Jaishankar says practical cooperation between 2 nations*, avril 2023

<sup>52</sup> Source : Africa Intelligence, *Le centre universitaire INCEIT, nouveau pont de coopération indo-namibien*, juillet 2023

<sup>53</sup> Source : OMC, CII, *India-Africa: South-South*, 2013

<sup>54</sup> Source : Vivekananda International Foundation, *India-Africa Partnership, Achievements, Challenges and Roadmap 2030*, 2023

<sup>55</sup> Source : RFI, *e-santé, e-éducation : de nouveaux champs de coopération indo-africaine*, août 2015

<sup>56</sup> Source : Ministère indien des Affaires étrangères, *Official Launch of e-VidyaBharti and e-ArogyaBharti Project by External Affairs Minister*, octobre 2019

le gouvernement indien annonçait la création d'un **Fonds de santé Inde-Afrique** de 10 millions USD<sup>57</sup>. Important pourvoyeur d'aide médicale au continent, l'Inde collabore également avec les pays africains pour le financement de leurs systèmes et infrastructures de santé. **Troisième investisseur dans le secteur de la santé en Afrique** entre 2010-2019 (avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni), New Delhi aurait dirigé **210 millions USD** sur cette période vers la **création d'hôpitaux et de centres de santé**<sup>58</sup>. L'**Exim Bank of India** a également accordé plusieurs LOCs au continent dans des projets de santé, pour une valeur totale de **1,6 milliards USD** jusqu'en 2021<sup>59</sup>.

## 7. Défense : un acteur encore secondaire hors de de l'Océan indien

### 7.1. Une coopération limitée

La coopération de défense indo-africaine **reste limitée** : l'Inde s'est jusqu'à présent concentrée sur sa rivalité géostratégique avec ses grands voisins asiatiques – Chine et Pakistan –, tandis que ses entreprises de défense sont des acteurs secondaires des marchés d'armement mondiaux. New Delhi n'en a pas moins développé **une stratégie d'influence sur la côte est du continent**, visant à contenir l'influence de la Chine dans l'océan Indien, ainsi qu'à sécuriser les routes maritimes de la mer Rouge, indispensables à son approvisionnement énergétique. D'où la signature, depuis 2015, d'au moins sept accords de défense avec le Kenya, le Soudan, la Tanzanie, le Mozambique, et surtout Maurice, Madagascar, et Seychelles. L'Inde a activement participé au renforcement des capacités aériennes et maritimes de ces Etats insulaires, avec notamment des livraisons d'avions de surveillance ou de bateaux patrouilleurs, des missions de formation, etc. En contrepartie, l'Inde a entre autres obtenu la possibilité d'installer un réseau de surveillance radar à Maurice et aux Seychelles<sup>60</sup>. Elle cherche surtout, depuis plusieurs années, à installer une véritable base militaire dans la région, mais s'est heurtée jusqu'à présent à d'importantes résistances. L'aménagement en cours d'un port et d'une grande base logistique sur l'île d'Agalega (Maurice), financée par New Delhi et menée par des entreprises indiennes, a engendré de nombreuses rumeurs et une forte contestation locale, obligeant les autorités mauriciennes à démentir toute finalité militaire... bien que projet a bien fait l'objet d'un mémorandum d'accord signé entre les ministères de la défense des deux parties en 2015<sup>61</sup>. De même, le projet d'établissement d'une base indienne sur l'île seychelloise d'Assomption, qui lui permettrait de contrôler l'entrée nord du canal de Mozambique, n'a guère avancé depuis la signature d'un accord en 2018. L'actuel président des Seychelles **Wavel Ramkalawan**, alors membre de l'opposition, avait milité contre le projet<sup>62</sup>.

New Delhi tâche aussi de renforcer sa coopération de défense dans le reste du continent. L'Inde a ainsi tenu son premier « Conclave des chefs d'Etat-major » (Army Chiefs Conclave) en mars 2023 à Pune, en présence de représentants de 31 pays d'Afrique. Cet événement venait clore le deuxième exercice militaire *Africa-India Field training Exercise* (AF-Index), dont la première édition avait eu lieu en 2019. Son réseau de coopération militaire permanent reste toutefois embryonnaire, avec seulement cinq attachés de défense en poste dans ses ambassades africaines en 2022.<sup>63</sup>

### 7.2. Des ventes militaires encore balbutiantes

Actrice secondaire du marché mondial – elle ne figure pas dans le classement des 25 principaux exportateurs d'armements établi par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI)<sup>64</sup> – l'Inde n'exporte que très peu vers l'Afrique : 10 à 15% de ses ventes totales à l'étranger<sup>65</sup>, lesquelles se sont élevées à 1,6 milliards USD lors de l'exercice 2021-2022. New Delhi a toutefois renforcé son effort commercial vis-à-vis du

<sup>57</sup> Source : EximBank of India, *Healthcare in Africa, built by India*, 2016

<sup>58</sup> Source : EximBank of India, *India-Africa Healthcare: Prospects and Opportunities*, mars 2021

<sup>59</sup> *Idem*

<sup>60</sup> Source : Abhishek Mishra, Observer Research Foundation, *Boosting India-Africa defence and security partnership*, mars 2023

<sup>61</sup> Source : Ministry of Defence Press Information Bureau, *Signing of Agreements with other Countries*, 2018

<sup>62</sup> Source : La Première Mayotte, *L'armée indienne s'invite dans l'archipel*, mai 2022

<sup>63</sup> Source : Swaim Prakash Singh, Indian Centre for Air Power Studies, *India-Africa Defence Cooperation: moving beyond engagement*, 2022

<sup>64</sup> Source : SIPRI, *Trends in International Arms Transfers 2022*, mars 2023

<sup>65</sup> Source : The Economic Times, *India trying to export weapons to Indian nations*, avril 2023

continent. Son conclave des chefs d'Etat-major coïncidait ainsi avec un salon de défense DefExpo, et c'est le ministre de la défense Rajnath Singh qui avait été désigné pour se rendre à l'investiture du chef de l'Etat nigérian Bola Tinubu en mai<sup>66</sup>, dans l'espoir d'accélérer la vente d'hélicoptères de combat fabriqués par Hindustan Aerospace Limited (HAL). Le fleuron aéronautique national porte d'ailleurs un bonne partie des espoirs indiens en Afrique, grâce à ses hélicoptères mais aussi ses avions de combat *Tejas*. Mais HAL comme les autres industriels de la défense indien sont confrontés à une forte concurrence, notamment chinoise et turque.

### 7.3. L'EximBank en renfort des marchés de défense

**Le développement des exportations militaires vers l'Afrique pourrait bientôt mobiliser l'EximBank** : sa directrice générale Harsha Bangari a annoncé en juin que **l'institution envisageait d'y consacrer des LOCs spécifiques**. En réalité, l'EximBank est déjà active sur ce créneau. Elle a déjà débloqué plus de 335 millions USD depuis 2011 pour des marchés sécuritaires, essentiellement au profit de Maurice : livraison d'un patrouilleur de 75 mètres et d'un patrouilleur rapide de 50 mètres, de véhicules et d'équipements divers, ainsi que la construction du siège des garde-côtes et d'un nouveau quai d'accostage. L'acquisition d'un second patrouilleur (cette fois de 100 mètres et 2000 tonnes) est aussi prévu<sup>67</sup>. La Côte d'Ivoire a elle aussi bénéficié d'une modernisation de ses hôpitaux militaires pour plus de 70 millions de dollars.

<sup>66</sup> Source : The Hindustan Times, [Rainath Singh heads to Nigeria to attend swearing-in of President Bola Tinubu](#), mai 2023

<sup>67</sup> Source : EximBank of India, [Prequalification of Indian Manufacturers for the Design, Construction and Delivery of one New Offshore Patrol Vessel to the Government of the Republic of Mauritius](#), avril 2023